

Négociations au Palais du peuple Mobutu - Tshisekedi, impossible cohabitation

On a joué les prolongations au Palais du peuple. Les négociations pléinent. Se voyant la face, les politiciens reportent chaque jour. Un constat d'échec impardonnable ! A cause du perdlem (1,6 milliard de zaires par jour), disent les uns. Parce que les négociations risquent de déboucher sur une conférence nationale-bis, avouent les autres. Le moins que l'on puisse dire est que le dialogue du Palais du peuple a personnalisé les débats au point de confondre les institutions avec les acteurs qui les animent. La tentation est d'affirmer que le temps fort des accords porte sur la cohabitation entre Mobutu et Tshisekedi. De quoi demain sera-t-il fait si ces deux principaux acteurs ne parvenaient pas à "cohabiter" ?

Le droit à l'échec !

Ce qui s'est passé au Palais du peuple atteste que la classe politique zaïroise n'a pas honte de s'avouer incapable de résoudre la crise. Elle réclamerait son droit à l'échec, en dépit de l'avertissement de Mgr Monsengwo. Pourquoi sur les 6 commissions, 2 ont toujours des points de désaccord ? L'ordre constitutionnel de la transition et la neutralité du gouvernement.

Déjà les points de convergence portent sur :

- 1) la durée de la transition fixée à 15 mois ;
- 2) la bonne foi des participants et des signataires internes et sur la présence des observateurs extérieurs tels que l'ONU, l'OUA, le Sénégal, l'Egypte, la Belgique (CEE), les USA et la France ;
- 3) la fixation des échéances référendaire et électorale ;
- 4) la création de la commission nationale électorale ;
- 5) la suppression du dédoublement des institutions. Notamment le HCR appelé à se recomposer en y admettant les députés du MPR.

Pas d'accord

Les vues divergent sur les points suivants :

- 1) l'ordre institutionnel de la transition demeure unique et la composition tant du Bureau que des membres du HCR sont sujets à caution. Pour les FPC. A part le prélat, le bureau est à recomposer. Il faut 50 % des membres de l'USOR et 50 % des "Mouvanciers". Pour l'USOR, l'on ne peut accepter au HCR que les parlementaires ayant pris part à la CNS.

- 2) Il est également question d'harmoniser l'Acte de transition de façon à placer dans les institutions de la transition des acteurs neutres et "rassembleurs". Principalement en ce qui concerne le chef du gouvernement.

Pour l'USOR et alliés, ce poste n'est pas vacant et Tshisekedi a été élu à la CNS comme Mobutu et Mgr Monsengwo. Il n'est pas question de modifier l'ordre de la CNS. L'USOR estime que Mobutu est loin de se départir de sa logique dictatoriale. Bien que reconnaissant le compromis politique global, le maréchal-président, en tant qu'animateur d'une institution de la CNS et chef de file d'une des parties en concertation, n'a pas qualité

d'exiger la disqualification de Tshisekedi, Premier ministre élu à la CNS et de surcroît chef de file de l'autre partie en concertation. De même, Mobutu n'a pas qualité d'ordonner l'intégration au HCR de "tous les commissaires du peuple" du défunt parlement du MPR mis en congé.

L'impossible cohabitation

Pour la Mouvanse présidentielle, Tshisekedi n'a pas l'étoffe d'un rassembleur. Un homme capable de transcender les conflits. Principalement avec le Chef de l'Etat, une autre institution de la transition. D'autant que Mobutu ne peut aujourd'hui seul nommer un Premier ministre. Ce poste n'est pas non plus vacant puisque Birindwa l'occupe ! En démocratie, si le Premier ministre et le Président ne s'entendent pas sur la manière de gérer les affaires de l'Etat, le Premier ministre doit se démettre. Il ne peut pas dire, estiment les "Mouvanciers", "je reste et je l'enquiquine". On la ferme et on démissionne et on recherche une nouvelle légitimité par le biais des suffrages. Voyez la France !

Lakdhar s'en va

C'est sur cette note pessimiste et ce constat d'échec que M. Lakdhar Brahimi, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, a quitté le Zaïre après plusieurs séances de travail avec le Président Mobutu, Mgr Monsengwo et M. Tshisekedi. Un constat d'échec à cause de la

personnalisation du pouvoir et surtout suite à l'obstination de Mobutu à placer ses pions au sein du HCR. Et également du fait de l'entêtement de Tshisekedi à vouloir travailler avec un adversaire qu'il cherche à destituer sans en avoir les moyens.

Que va-t-il se passer ?

Avec ce nouvel "aggiornamento" (mot italien pour signifier un changement politique) l'on s'attend à une nouvelle redistribution des cartes après un replâtrage constitutionnel qui renvoie dos à dos l'acte de transition de la CNS et l'acte de transition "harmonisé" du conclave. Autant dire que les négociations au Palais du peuple ont rejeté les acquis de la CNS" et ont donné raison à Mobutu qui, en 1991 voulait d'une conférence constitutionnelle. Les négociations ont donc mis fin au dédoublement de la transition. Il s'agit de l'acte constitutionnel de transition qui sera examiné par le Haut conseil parlementaire avant la sanction présidentielle pour promulgation. Un "Haut conseil Parlement" composé d'environ 760 membres dont 50 % seront des Forces politiques du conclave et 50 % de l'Union Sacrée de l'opposition et alliés. Son bureau dont le Président reste Mgr Monsengwo sera recomposé.

Et le gouvernement ?

Les négociations achopperaient sur la neutralité des institutions de la transition. Mieux sur l'un des acteurs de l'une des institutions qu'est le gouvernement, lequel est désormais

responsable devant le Haut Conseil Parlement. Il s'agit de M. Tshisekedi récusé par la "Mouvanse Présidentielle". Il n'a pas le profil de "Rassembleur" et sa présence à côté du maréchal - président n'est pas possible. Pourtant, l'opposition radicale répond à l'estocade mouvancière ce qui suit : Tshisekedi ou rien ! Or, la communauté internationale et la Tricka (France-USA-Belgique) n'attendent que les résultats des négociations pour libérer l'aide humanitaire et relancer la coopération.

Tshisekedi et ... ?

Plusieurs schémas se présenteront par la suite. Quand bien même on met fin aux négociations sans se mettre d'accord sur la personne à diriger le gouvernement. Le Haut Conseil Parlement va se recomposer et siéger de façon à examiner la question du Premier ministre et soumettre au vote les prétendants à ce poste. Quand bien même l'on enregistrera un tolé général de la part du noyau dur de l'opposition autour de Tshisekedi. Ce dernier devrait une fois de plus légitimer son pouvoir pour mettre fin au quiproquo sur l'ordre institutionnel de la transition. Fort de sa nouvelle légitimité, il pourra alors affronter sans contestation son adversaire Mobutu ! Mais ce schéma n'est ni unique ni figé ! Puisque Tshisekedi, même élu pour la seconde fois, ne saura pas travailler "la main dans la main" avec un Mobutu diminué malgré le succès obtenu lors des négociations.

Eyenga Sana

Après 6 mois de règne

Le "labo secret" de Birindwa n'a pas fonctionné

Voilà 6 mois que le cabinet Birindwa intronisé après le Conclave mobutiste est en fonction. La classe politique et une bonne partie de la masse populaire avaient investi tout leur espoir dans ce gouvernement dit de large union nationale et de salut public. Que des promesses non tenues ! Birindwa a préféré placer sa confiance en Mobutu et surtout en son "laboratoire secret" qui malheureusement n'a pas carburé. En voici quelques raisons.

Le schéma conclaviste

Au départ, le Premier ministre Birindwa avait signé un pacte avec les ténors du Conclave et avec l'initiateur de la rencontre, le maréchal Mobutu, pour respecter le schéma conclaviste : choisir un formateur neutre ou malléable ; harmoniser les textes de la transition, établir un calendrier électoral et aller aux urnes.

D'entrée de jeu, les "Mouvanciers" ne lui ont pas pardonné l'initiative de révoquer les PDG et de "bouger" les gouverneurs, les hauts fonctionnaires ; notamment les secrétaires généraux. Ceux-là lui avaient laissé un déficit des finances publiques évalué à 300.000 milliards de zaires. Aujourd'hui, Birindwa l'a porté à 1.500.000 milliards de zaires. Un record tenu sans avoir payé les fonctionnaires (12 mois pour ceux de l'intérieur et 9 mois pour les Kinois), les diplomates (plus de 12 mois), les militaires (3 mois), ni investi. Evidemment, l'unique investissement du cabinet de M. Faustin Birindwa est l'achèvement des travaux de l'aéroport de Kavumu dont l'inauguration se fait attendre. A cause d'une querelle de

préséance entre lui et le maréchal Mobutu.

Les finances de l'Etat, toujours malades

Birindwa espérait un soutien financier de Mobutu pour juguler l'inflation. Hélas, rien ne fut fait. Au contraire, la banque flottante avait transporté ses pénates à Gbadolite. Le programme de redressement économique et financier s'est heurté à un secret !

Il y a un an, un dollar s'échangeait contre 500.000 zaires. Il vaut 6.500.000 zaires aujourd'hui. Quelles destinations prennent les montants retirés par les comptables d'Etat au profit des ministres, si l'on sait que même les membres de leurs cabinets sont impayés. Selon un confrère, ces sommes destinées aux "missions officielles" tant à l'intérieur qu'à l'extérieur alimentent les cambistes kinois et par conséquent entraînent la chute vertigineuse de la monnaie.

Programme économique en "labo"

C'est alors que le gouvernement Birindwa prépare, avec les experts de la présidence, une grande réforme monétaire. Mais l'environnement macro-économique, avivé par la

lancinante crise politique et une misère sociale sans nom, ne permet pas l'application d'un audacieux plan de redressement financier. D'autant que le cabinet Birindwa a fait preuve de beaucoup de maladresses dans le secteur pétrolier et celui des exportations des diamants et de l'or de production artisanale.

En effet, le succès de la réforme monétaire, qui finalement ramènerait le taux de 100.000 Z à 1 Z "lourd", est surtout politique. Ce climat politique est déterminant pour amener la confiance. Or, les négociateurs du Palais du peuple traînent les pieds et l'USOR multiplie des déclarations susceptibles de barrer la route à la réforme.

Cette réforme risque d'aviver l'inflation, par manque de réserve de change et à cause de l'absence de l'outil de production dont la Gécamines. La réforme sert donc à payer les fonctionnaires. C'est tout !

Sur le plan social, le cabinet Birindwa a manqué sa rentrée scolaire. Désormais au Zaïre circulent plusieurs calendriers scolaires dont deux officiellement reconnus. Ceux qui prétendent poursuivre l'année scolaire 1992-1993 (ce n'est pas le cas pour le Sud-Kivu) la termineront quand ? Lorsque l'Etat parle de la prise en charge des enseignants par les parents impayés et clochardisés, l'on ne peut que parler d'une démission. Evoquer le relais pris par les écoles privées qui coûtent les yeux de la tête, c'est sacrifier l'avenir des enfants sur l'autel d'un enseignement élitiste. La mise en place du personnel académique, administratif et scientifique de l'ESURS est boudée de partout tant on sait que

la nomination des autorités académiques n'a de sens qu'avec la précision de la date de la rentrée académique.

Tout le monde est trompé en politique

Sur le plan politique, Mobutu semble tourner le dos à Birindwa dont la base est divisée. Etait-ce l'objectif de Mobutu ou alors le maréchal-président cherchait à récupérer une région qu'il voulait satelliser ? En tout cas, le Sud-Kivu attend son fils bien que deux camps s'empoignent à coups de gueule. Si l'une jette l'opprobre à Birindwa, l'autre le soutient à travers le Kivu-Holding et le CCB (Centre culturel Bashii).

Les partis politiques, dont l'UDPS, sont en mauvaise posture à cause de Birindwa qui a divisé l'UDPS (comité Magabe et comité de crise) et inventé l'Union sacrée rénovée. Mieux, Me Guhanika, bras séculier de Birindwa, a de sérieux problèmes depuis qu'il a pris un train d'arrêts d'organisation judiciaire en juin, juillet et août en sa qualité de ministre de la Justice et garde de sceau. Ces arrêts portant "mise en place des magistrats", qui selon la note circulaire de Premier président de la Cour suprême de justice M. Balanda et du Procureur général de la République M. Mongulu, n'ont pas respecté les prérogatives institutionnelles réservées au Chef de l'Etat ni pris l'avis du Conseil supérieur de la magistrature. A son tour, le ministre Guhanika avait qualifié d'illégal l'acte posé par ces hauts magistrats

Au Sud-Kivu

Birindwa n'aura pas laissé que du dépit à Kinshasa. Même au Sud-Kivu, nombreuses sont les personnes qui regrettent que le Premier ministre n'ait pas tenu sa parole. Homme de l'opposition et du changement radical, Birindwa a élaboussé sa base en se confiant à Mobutu de qui il n'a tiré que déboires et humiliations. Est-ce qu'il a cessé de servir de marche-pied des autres politiciens au moment où l'Est de la République réclame à hue et à dia la primature ?

Birindwa qui incarne la non-violence et qui a su jouer sur ce tableau, n'a pu satisfaire les Sud-Kivu pour les points ci-après.

- Approvisionnement des entreprises en liquidité et la réhabilitation du secteur bancaire. Il n'a pas pu restaurer la confiance à l'égard de la monnaie scripturale ;
- le non-paiement des salaires des enseignants, fonctionnaires et du personnel médical émergent du budget de l'Etat ;
- l'asphaltage et/ou réhabilitation de 3 axes routiers stratégiques de la région à savoir : Bukavu-Nyangezi-Kamanyola ; Bukavu-Shabunda et Bukavu-Hombu-Walikale-Kisangani, (ce dernier est en réhabilitation) ;
- la répartition de la voirie de Bukavu.

Heureusement pour lui qu'il n'est pas trop tard pour rectifier le tir en attendant que les négociations du Palais du peuple ne puissent prendre fin.

Eyenga Sana